**Comptabilité**

**Les amortissements**

I. Définition des amortissements

A. DEFINITION ET OBJET

L'amortissement est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif

résultant de l'usage, du temps de l'obsolescence ou de toute autre cause dont les effets sont jugés

irréversibles. **La cause** : usage, temps et obsolescence. **Amortissement** : Perte de valeur IRREVERSIBLE.

Un bien peut faire l'objet d'un amortissement ou d'une provision (perte de valeur réversible).

L'amortissement est une obligation légale.

C'est une charge calculée mais non décaissée. C'est un moyen de mettre de l'argent de côté, pour qu'au

bout de la période d'utilisation de la machine, on puisse en acheter une nouvelle.

Cependant rien n'interdit à l'entreprise d'utiliser cette trésorerie uniquement pour le bien considéré, il peut

être utilisé pour d'autres paiements. C'est un moyen de payer moins d'impôts et de dividendes aux

actionnaires. En effet, il s'agit d'une charge qui va devenir une déduction des produits générés par

l'entreprise.

**▪ Biens amortissables :**

- Les constructions

- Les installations techniques

- Matériels et outillages

**▪ Biens non amortissables :**

- Terrains (sauf ceux qui se déprécient )

- Immobilisations financières

- Les marques, droit au bail, fond commercial.

- Matériels de transport

- Les autres Immobilisations

- Les brevets

- Frais d'établissement

B.TERMINOLOGIE

Problème pour estimer la perte de valeur et donc la durée d'utilisation attendue d'un actif. Elle est fonction

de l'entretien, du rythme d'utilisation et du progrès technique.

Les entreprises doivent établir pour chaque actif un **plan d'amortissement** qui est un tableau prévoyant la

répartition de l'amortissement année par année. Les amortissements seront ensuite enregistrés en

comptabilité. Ce plan traduit le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction

de l'utilisation probable de l'actif.



**La base d'amortissement** :

C'est la valeur à laquelle on applique le taux d'amortissement (valeur d'entrée, valeur brute, valeur

d'origine). C'est le coût d'acquisition d'un bien amortissable, cad le prix d'achat et les frais accessoires

nécessaires à la mise en service.

Remarques :

-La TVA des véhicules de tourisme n'est pas récupérable. La valeur amortissable est le montant TTC.

-Si la société est partiellement assujettie à la TVA, elle ne peut pas récupérer la totalité de la TVA sur ses

immobilisations. La valeur amortissable est la valeur d'entrée plus la fraction non récupérable de la TVA.

 **L'annuité d'amortissement** :

C'est le montant de l'amortissement annuel résultant de la durée fixée et de la méthode d'amortissement

retenue. Cela correspond à la dotation aux amortissements.

 **La valeur comptable nette** :

C'est la différence pour une année donnée entre la valeur d'origine et la somme cumulée des

amortissements réalisés sur ce bien.

 **La valeur résiduelle** :

Valeur du bien à l'issu de sa période d'amortissement ; elle est nulle en général.



**La valeur amortissable** :

C'est la différence entre la valeur d'origine et la valeur résiduelle. Si la valeur résiduelle est nulle, alors la

valeur amortissable est égale à la valeur d'origine.

C.LA DUREE D'AMORTISSEMENT

En principe les immobilisations sont amorties sur la durée d'utilisation attendue.

Le CGI fixe une durée normale d'utilisation selon les usages dans la profession. Les entreprises ont la faculté

d'y déroger si elles le justifient.

**Durée indicatives d'amortissement** :















Bât. Administratifs et commerciaux : 20 à 50 ans

Bât. Industriels : 20 ans

Agencement et installations : 10 à 20 ans

Matériel et outillage, matériel de bureautique : 5 à 10 ans

Mobilier : 10 ans

Automobile : 4 à 5 ans

Informatique : 3 ans

II. L'amortissement linéaire

C ’est l’amortissement minimal obligatoire. C ’est l’étalement uniforme de la perte de valeur de

l’immobilisation sur la durée d’utilisation envisagée.

A.BASE DE L'AMORTISSEMENT

En général, c’est la **valeur d’origine du bien** (valeur brute au bilan), si la valeur résiduelle est nulle.

B. LE TAUX D'AMORTISSEMENT LINEAIRE

Il est calculé par : 1/t avec t la durée d’utilisation du bien ;

*EX : sur 5 ans d’amortissement, le taux est de 1/5 = 100/5 = 20%*

C. L'ANNUITE D'AMORTISSEMENT LINEAIRE

**Dotation annuelle : valeur d’origine x taux linéaire x prorata linéaire**

**Prorata linéaire** : (nombre de jours à compter de la date de la mise en service ) / 360) 1ans=360jours

**Premier exercice** : Le prorata linéaire est utilisé quand le bien n’est pas amorti sur l’exercice entier : en cours

d’année on utilisera un calcul « prorata temporis » c’est-à-dire **un prorata de la date de mise en service à la**

**date de clôture de l’exercice**.

 Si 1er exercice entier : prorata lin. = 1.

 Pour les exercices suivants, l’annuité est calculée sur l’année entière

**Pour le dernier exercice**, l’amortissement linéaire s’effectue sur la durée prévue pour cet amortissement. La

dernière année est le complément de la première pour obtenir une année entière d’annuité.

Rappel : le total des annuités est toujours égal au montant amorti (c’est-à-dire en général à la valeur

d’origine).

Exemple : 5 ans d’amortissement avec exercice civil :

-Si a/c du 1/5/N 30/4/N+5 : 6 ex ET 5 ans amortissement

-Si a/c du 1/1/N 31/12/N+4 : 5 ex ET 5 ans amortissement

D. EXERCICE D'APPLICATION

La société NEWSTYL achète une machine 100000€

Amortissement linéaire sur 5 ans Date d’acquisition : 28/10/ N

Exercice comptable du 1er janvier au 31 décembre :

Annuité N : 100000 x 20% x 45/360 = 2500

Annuité N+5 : 100000 x 1/5 x 315/360 = 17500

Nombre d’annuités pratiquées pour l’amortissement : 6

RQ : 17500+2500 = 20000  annuité entière !

Date de mise en service : 15 /11/ N

**Valeur comptable**

**Valeur comptable**

**Année**

**N (15/11 au**

**31/12)**

**N+1**

**N+2**

**N+3**

**N+4**

**N+5 (1/1 au**

**15/11)**

**Nette début**

**exercice**

100000

97500

77500

57500

37500

17500

**Annuité**

2500

20000

20000

20000

20000

17500

**Nette fin**

**d’exercice**

97500

77500

57500

37500

17500

0

**Taux linéaire**

20%

20%

20%

20%

20%

20%

III. Le traitement comptable de l'amortissement linéaire

A. PRINCIPES

D’un point de vue comptable, on utilise 2 comptes :

 Un compte de charges (classe 6) : au débit. Il indique le montant de la dépréciation annuelle de

l’immobilisation.

**68**. Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions

**681**. DADP – Charges d’exploitation

**687**. DADP – Charges exceptionnelles

 Un compte qui diminue la valeur de l’actif immobilisé : Compte au crédit : **28**. Amortissement de

l’actif immobilisé.

Compte spécifique pour les amortissements, créés en insérant un 8 en 2 ème position dans le compte

d’origine de l’actif immobilisé.Ex : **215**. Matériel et outillage - **2815** : amortissement du matériel et outillage.

L’amortissement est obligatoire : son absence est répréhensible et l’entreprise risque une surévaluation de

l'actif et du résultat : il faut au minimum effectuer un amortissement linéaire.

Dans le bilan, à l’actif pour l’année étudiée, on trouvera 3 colonnes :







Le montant brut : VO des biens (classe 2)

Le montant des amortissements cumulés (compte 28) et les dépréciations.

Montant net (la différence entre les 2 colonnes précédentes).

Remarque : amortissement des charges inscrites à l’actif

En général l’amortissement est considéré comme une charge d’exploitation sauf s’il s’agit d’un

amortissement exceptionnel qui sera amorti de la même manière que des actifs réels même s’il n’y a pas

consommation d’un avantage économique mais plutôt un étalement des charges sur une certaine durée :

A**mortissement maximal de 5 ans**.

Dans ce cas, pas de prorata *temporis* mais 1/n

L’amortissement des charges inscrites à l’actif, pour les frais d’établissement (pour la création de

l’entreprise).

B. EXERCICE D'APPLICATION

Exercice de l’entreprise Newstyl

Clôture du 31/12/N. Balance avec les éléments suivants :

-**201**. Frais d’établissement : 150000€ : 5 ans  LIN

-**211**. Terrains : 100000€

-**213**. Construction : 250000€ : 25 ans  LIN

-**2182**. Matériel de transport : 74 125€ : 5 ans  LIN

-**2183**. Matériel de bureau et matériel informatique : 15200 : 4ans  LIN

-Acquisition au 1er avril N sauf le 2183 au 15 septembre N.

Calculs au 31/12/N :

-Frais d’établissement : 15000 x 1/5 = 3000 (pas de prorata)

-Terrains = 0 (non amortissable)

-Constructions = 250000 x 1/25 x 270/360 = 7500

-Matériel de transport = 74125 x 1/25 x 270/360 = 11118,75

-Matériel de bureau et informatique = 15200 x 105/360 = 1108,55

TOTAL (des amortissements sur ces biens) : 22727,3

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **31/12/N** |  |  |
| 681 | **DADP-ch. d’exploitation** | **22727,3** |  |
| 2801 | **Amort. Frais d’établissement** |  | **3000** |
| 2813 | **Amort. Constructions** |  | **7500** |
| 28182 | **Amort. Matériel de transport** |  | **11118,75** |
| 28183 | **Amort. Matériel Bureau & info** |  | **1108,55** |
|  |  |  |  |

**Bilan fin exercice N**

**Valeur d’origine**

**Amortissement**

**V**aleur **C**omptable

**N**ette

**Frais établissement**

**Terrains**

**Constructions**

**Matériel de transports**

**Matériel de bureau &**

15000

100000

250000

74125

15200

3000

7500

11118,75

1108,33

12000

100000

242500

63006,25

14091,67

**informatique**

Lorsque le bien est totalement amorti, sa valeur comptable nette est nulle. 3 solutions :



Le bien est un actif immobilisé, toujours utilisé par l’entreprise (toujours propriétaire) : On le

maintien en valeur brute et en amortissement tant que l’entreprise l’utilise.





Le bien est un actif immobilisé, mais il n’est plus utilisé par l’entreprise : On le sort du bilan.

Les frais d’établissement sont soldés dans ce sa et disparaissent alors du bilan

IV. Les amortissements exceptionnels fiscaux

L’état incite les entreprises à investir par **l’amortissement exceptionnel** accéléré par rapport à la

dépréciation réelle  le résultat imposable diminue plus vite par la hausse de ses charges d’amortissement.

Exemple : logiciels acquis, installations en faveur de la lutte contre la pollution, le bruit ou pour économiser

de l’énergie (véhicules non polluants, éoliennes…)

Dans ces cas, l’avantage fiscal est un amortissement de 100% de la valeur du bien sur 12 mois.

Mais la réalité des comptes doit être maintenu d’où **un amortissement dérogatoire** (pour préserver la

signification du résultat courant et de l’actif).

La décomposition de l’amortissement fiscal :

 **L’amortissement économique justifié** : traduit la dépréciation réelle du bien, c’est-à-dire celle que

l’entreprise devrait enregistrer si elle n’avait pas de dispositions fiscale favorable → Amortissement linéaire



**L’amortissement dérogatoire** (fiscal) : il est égal au supplément d’amortissement fiscal par rapport à

l’amortissement économiquement justifié. → Complément pour atteindre l’amortissement exceptionnel

fiscal.

**Comptabilisation de la 1ère année** :

L’amortissement économiquement justifié



Débit **681**. DADP charges d’exploitation

 Crédit **28**. Amortissement d’une immobilisation

L’amortissement dérogatoire





Débit **687**. DADP charges exceptionnelles

Crédit **145**. Amortissement dérogatoire

Le compte 145 : provisions réglementées (ensemble de charges à caractère de réserves crées selon

dispositions fiscales).

**Les années suivantes** :

L’amortissement économiquement justifié est poursuivi jusqu’à la fin de sa durée d’utilisation

L’amortissement dérogatoire est progressivement repris au résultat.



Débit 145. Amortissement dérogatoire

 Crédit 787. RADP – Reprise sur amortissement

**L’avantage fiscal est temporaire**

Si l’immobilisation est cédée avant la fin de la période normale d’utilisation, les amortissements

dérogatoires non soldés sont repris au **résultat exceptionnel**.

A. EXEMPLE

Exercice selon l’année civile (pas toujours le cas !!!!!)

Logiciel de 60000€. Amortissement sur 3 ans en linéaire

Disposition fiscale : amorti à 100% sur 12 mois

Acquisition le 1er avril N  9/12 en N et 3/12 en N+1

**Année**

**¼ au 31/12**

**N+1**

**N+2**

**N+3**

**TOTAL**

**Amortissement**

**économique (1)**

15000

20000

20000

2000

60000

**Amortissement fiscal**

**(2)**

45000

15000

0

0

60000

**Amortissement**

**dérogatoire (2)-(1)**

30000

-5000

-20000

-5000

0

**REMARQUE : cette méthode sera appliquée pour l’amortissement dégressif : celui-ci sera enregistré de la**

**façon suivante** :





Une partie sera enregistrée comme consommation des avantages économiques (amortissement

linéaire) ;

Une partie sera enregistrée comme amortissement dérogatoire pour l’écart au linéaire.

V. L'amortissement dégressif

Système particulier mis en place par l'adm Fiscale pour favoriser le renouvellement des machines à travers

un amortissement plus favorable aux entreprises : les charges d'amortissement sont plus importantes en

début de période. La méthode permet de diminuer plus fortement le résultat imposable dans les années

qui suivent l'investissement considéré.

En fait, on « sur-amortit » au début et on « sous-amortit » à la fin de la vie de la machine (par rapport à une

consommation linéaire des avantages économiques, cad par rapport à l'amortissement linéaire).

A. LE CHAMP D'APPLICATION



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **31/12/N** |  |  |
| **681** | **DADP- Charges d’exploitation** | **15000** |  |
| **2805** | **Amortissement logiciel** |  | **15000** |
| **687** | **DADP- Charges exceptionnelles** | **30000** |  |
| **145** | **Amortissement dérogatoire** |  | **30000** |
|  | **31/12/N+1** |  |  |
| **681** | **DADP- Charges d »exploitation** | **20000** |  |
| **2805** | **Amortissement logiciel** |  | **20000** |
| **145** | **Amortissement dérogatoire** | **5000** |  |
| **787** | **RADP Produits exceptionnels** |  | **5000** |
|  | **31/12/N+2** |  |  |
| **681** | **DADP- Charges d’exploitation** | **20000** |  |
| **2805** | **Amortissement logiciel** |  | **20000** |
| **145** | **Amortissement dérogatoire** | **20000** |  |
| **787** | **RADP produits exceptionnels** |  | **20000** |
|  | **31/12/N+3** |  |  |
| **681** | **DADP- Charges d’exploitation** | **5000** |  |
| **2805** | **Amortissement logiciel** |  | **5000** |
| **145** | **Amortissement dérogatoire** | **5000** |  |
| **787** | **RADP produits exceptionnels** |  | **5000** |

La liste des biens autorisés à pratiquer l'amortissement dégressif est fixée par l'administration fiscale. Elle

est limitative et concerne principalement :











Les biens d'équipement industriels : Matériels d'outillages pour des appareils de fabrication, de

transformation, de transport et de manutention.

Les installations de stockage et de magasinage.

Les machines de bureau et le matériel informatique.

Les constructions industrielles dont la durée d'utilisation n'excède pas 15 ans.

Les véhicules (sauf véhicules de tourisme) et les camionnettes de moins de 2T de charge utile.

Caractéristiques fondamentales pour l'amortissement dégressif :







Etre sur la liste

Bien acquis NEUF (pas d'occasion!!!)

Durée normale d'utilisation est d'au moins 3 ans

B. BASE DE CALCUL : LA VCN AU DEBUT DE L'EXERCICE

L'annuité ne se calcule pas sur la valeur d'origine mais sur la **VCN** (valeur comptable nette) du début de

l'exercice en question :

- Chaque année, la base d'amortissement change !

- 1ère année : VCN début d'exercice = Valeur d'origine (VO)

- Années suivantes : VCN début d'exercice ≠ Valeur d'origine

C. TAUX D'AMORTISSEMENT DEGRESSIF

**Taux d'amortissement dégressif : Taux linéaire x coefficient dégressif**

Le coefficient dégressif est fixé par l'administration fiscale selon la durée probable d'utilisation.

Durée probable d'utilisation → Coefficients







3 ou 4 ans = coef 1,25

5 ou 6 ans = coef 1,75

Plus de 6 ans = coef 2,25

*Exemple : Sur 10 ans, 10 % x 2,25 = 22,5 %*

D. ANNUITE D'AMORTISSEMENT DEGRESSIF

**Dotation annuelle = VCN début d'exercice x taux dégressif x prorata dégressif**

Prorata dégressif = (Nbre mois où l'entreprise est propriétaire) / 12

On prend donc en compte la **date d'acquisition**. Calcul en nombre de mois : le mois où on devient

propriétaire est inclus dans le calcul, le mois de revente n'est pas inclus.

1er exercice : prorata a/c de la date d'acquisition. Exercice entier : Pas de prorata

Dernier exercice : Si l'amortissement en X années, alors le dernier exercice est le Xième ( **Pas d'influence de**

**la date d'achat!)**.



Mise en œuvre

- Si le taux d'amortissement dégressif >= 1 / nbre d'années restant à courir, ALORS on utilise dans le calcul

le taux d'amortissement dégressif.

- Si le taux d'amortissement dégressif <= 1 / nbre d'années restant à courir, ALORS on utilise dans le calcul :

1/ nbr d'année restant à courir.

→ Remarque : 1/ nbre d'années restant à courir change chaque année.

E. EXERCICE D'APPLICATION

Achat Machines à Outils pour 100 000€, le 28/10, amortissement en dégressif (5ans).

Taux dégressif : Taux linéaire x coefficient dégressif = 1/5 x 1,75 = 35%







Annuité (N) : Taux dégressif x VCN début x prorata dégressif = 35 % x 100000 x 3/12 = 8750 (date

d'acquisition : 28/10).

Annuité (N+1) : VCN début x taux dégressif = 91250 x 35 %

Annuité (N+3) : Changement dans le taux : 38553,12 x 50 %

Remarque :

Si basculement les 2 dernières années, alors 50 % de l'amortissement pour chacune des 2 dernières

années.

S'il reste 3 années, montant pour chacune : 1/3

Avec le dégressif, la durée réelle de l'amortissement est de 4 ans 2 mois et 2 jours : Durée réelle réduite

(contre 5 ans exactement pour le linéaire).

Cette comparaison fait apparaître que l'amortissement dégressif procure une économie d'IS lors des

premières années.

Cet avantage est temporaire et il est compensé par les dernières années. L'amortissement dégressif

bénéficiant d'améliorations de sa trésorerie est beaucoup plus rapide que linéaire. Cet avantage est

accentué en cas de forte inflation (paiement reporté en euro dépréciés).

VI. Les nouveautés de 2005

Objectif : se rapprocher des normes **IFRS** ou **IAS**.

Ces normes sont réservées aux sociétés ayant des comptes consolidés. Elles cherchent à :





Adapter les systèmes comptables nationaux aux évolutions économiques.

Pousser à la convergence les systèmes comptables des différents pays afin de faciliter la

comparaison et la lecture des comptes par des opérateurs étrangers.

Objectif : mieux coller à la dépréciation effective des avantages économiques → Difficile à mettre en œuvre.

 **1er changement : La prise en compte de la durée effective d'utilisation**

Avant , le plan d'amortissement était établis par les barèmes fiscaux avec des durées forfétaires.

Maintenant, on applique la durée effective d'utilisation anticipée. *Exemple : Machine avec barème fiscal*

*6ans. Utilisation prévue de 8 ans : amortissement sur 8 ans*.

Ce changement implique que l'amortissement commence à la date de début de son utilisation.

SOLUTION avec l'amortissement dérogatoire(sur la différence) : distinction entre économiquement justifié

et exception fiscale.



**2ème changement : Décomposition des biens amortis par composants ou par unité d’œuvre**

Biens amortis formés par plusieurs composants qui n'ont pas forcément la même durée de vie. *Exemple ;*

*Un avion avec une carcasse : 20 ans. Moteur : 5 ans et sièges et décoration : 10 ans.* Il faut enregistrer

chaque composant car ils doivent faire l'objet d'un plan d'amortissement distinct.

Il est aussi possible d'amortir les biens en fonction de la consommation d'avantages économiques, cad

d'unités d’œuvre.

Exemple : Matériel Industriel 2400K€





Durée prévue : 6 ans. Amortissement linéaire

Moteur à changer tous les 3 ans : Entrée du matériel 210€, dans 3 ans : 300€



Valeur moteur : 210

Valeur structure : 2190 (=2400-210)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Années****(IS : 33,33%)** | **Dotation****linéaire (1)** | **Dotation****dégressif (2)** | **Différence de****dotation (2) - (1)** | **Différence impôt****sur les sociétés** |
| **N** | **2 500** | **8 750** | **6 250** | **2 083,13** |
| **N+1** | **20 000** | **31 937,5** | **11 937,5** | **3 978,77** |
| **N+2** | **20 000** | **20 759,38** | **759,38** | **253,1** |
| **N+3** | **20 000** | **19 276,56** | **-723,44** | **-241,12** |
| **N+4** | **20 000** | **19 276,56** | **-723,44** | **-241,12** |
| **N+5** | **17 500** | **0** | **- 17 500** | **-5 832,75** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Années** | **VCN****Début Exercice** | **Annuité** | **VCN****Fin Exercice** | **1 / Nbr années****restantes** | **Taux dégressif** |
| **N** | **100 000** | **9750** | **91 250** | **20 %** | **35 %** |
| **N+1** | **91 250** | **31 937,5** | **59 312,5** | **25 %** | **35 %** |
| **N+2** | **59 312,5** | **20 759,38** | **38 553,12** | **33,33 %** | **35 %** |
| **N+3** | **38 553,12** | **19 276,56** | **19 276,56** | **50 %** | **35 %** |
| **N+4** | **19 276,56** | **19 276,56** | **0** | **100%** | **35%** |





Dotation d'amortissement de la structure : 365 (-2190/6)

Dotation d'amortissement moteur : ▪ 3 premières années : 70 (210/3) ▪ 3 suivantes : 100 (300/3)

**Années**

**N**

**N+1**

**N+2**

**N+3**

**N+4**

**N+5**

**Dotation structure**

**365**

**365**

**365**

**365**

**365**

**365**

**Dotation moteur**

**70**

**70**

**70**

**100**

**100**

**100**

**Dotation Totale**

**435**

**435**

**435**

**465**

**465**

**465**

 **3ème changement : Dissociation de l'amortissement fiscale et de l'amortissement économique**

On généralise la technique de l'amortissement dérogatoire à tous les amortissements fiscaux.

Application :

- Régime dérogatoire fiscal = Amortissement dégressif

- Régime économique = Amortissement linéaire

Ces changements sont faciles à appliquer et vont entrer rapidement dans la pratique. Les autres vont être

plus difficiles à appliquer et vont aussi avoir un impact limité.

 **4ème changement : la prise en compte de la valeur résiduelle**

Avant la base d'amortissement était la valeur brute de l'actif (valeur d'origine). Maintenant la base

amortissable est la valeur brute moins la valeur résiduelle **si elle est significative**.

Conséquence :

En pratique ce changement intervient uniquement pour les biens dont la durée d'utilisation pour

l'entreprise est nettement inférieure à la durée probable de vie. Cela suppose un moyen fiable d'estimation

de la valeur résiduelle (contrat de vente ferme, option de vente...).

Exemple : Véhicule











Durée de vie fiscale 5 ans

Renouvellement tous les 3 ans, revente à 15 % de la valeur d'origine. L'amortissement va donc se

faire sur 2 ans avec comme base 85 % de la valeur d'origine.

Prix neuf du véhicule : 12 000€

Valeur résiduelle : 1 800€

Base d'amortissement : 10 200€

 Dotation annuelle : 10 200/3 = 3400 (sans changement : 2400)

Mais cette méthode est non- admise par le fisc, il faut donc passer par les amortissements dérogatoires.



**5ème changement : Possibilité d'ajustement du plan d'amortissement pour tenir compte de la**

**consommation effective des ressources**

Modulation du plan d'amortissement selon l'utilisation effective des immobilisations. Pas de problème

(mais justifications à prévoir), si l'écart entre la durée de vie retenue par l'entreprise et celle en usage dans

la profession diffère de -20 %. Problème : Le principe de permanence des méthodes suggère que les règles

d'amortissement sont les même sur toute la durée d'utilisation du bien.

Le PCG prévoit cependant la possibilité de modifier le plan d'amortissement pour 2 cas :

 **La révision d'exercices antérieurs :**

En général, c'est à la suite d'erreurs de calculs. Si, à la clôture, la valeur d'un bien est inférieure, on corrige

avec des dotations exceptionnelles.

 **La révision d'exercices futurs :**

En général, c'est le cas de la modification des conditions d'utilisation d'un bien.

Exemple :

Machine achetée le 01/07/N pour 100 000€ HT, Amortissement sur 8 ans en dégressif.

Fin N+1, passage à 2 équipes dès le 01/01/N+2, la durée d'utilisation est donc abaissée à 5 ans.

**Plan initial**

**Plan Révisé**

**Base**

**Taux Dég**

**Annuité**

**Base**

**Taux Dég**

**Annuité**

**N**

**N+1**

**N+2**

**N+3**

**N+4**

**100 000**

**85 938**

**61 768**

**44 396**

**31 910**

**28,125**

**28,125**

**28,125**

**28,125**

**28,125**

**14 062**

**24 170**

**17 372**

**12 486**

**8 975**

**100 000**

**85 938**

**61 768**

**40 149**

**20 075**

**28,125**

**28,125**

**35 %**

**50 %**

**100 %**

**14 062**

**24 170**

**21 619**

**20 075**

**20 075**

**N+5**

**N+6**

**N+7**

**22 935**

**15 290**

**7 645**

**33,33 %**

**50 %**

**100 %**

**7 645**

**7 645**

**7 646**



**6ème changement : possibilité de déprécier les biens amortis**

Il s’agit de situations où les biens amortissables ont une dépréciation bcp plus forte que ne le prévoit le plan

d’amortissement.

1. Repérer le pb : s’il y a présence d’indices de perte de valeur il faut faire un test de dépréciation

Indices de pertes de valeur :

- Obsolence du bien

-

-

-

-

Dégradation physque

Changement important du mode d’utilisation ou du tauxx de rendement

Modification de la valeur du marché

Performance inférieure à la prévision

2. Csq : faire un test de dépréciation

Si VCN > valeur actuelle : constater la dépréciation pour la différence

Si bien amortissable, modification du plan d’amortissement futur recalculé avec nouvelle base égale à

valeur actuelle du bien

Valeur actuelle : valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d’usage

Valeur vénale : valeur sur le marché de l’occasion

Si arrêt de l’utilisation : amortissement exceptionnel (et non dépréciation), ne pouvant être repris au

compte de résultat

**Conséquences** : la dépréciation va être difficile à estimer : in effectuera ses opérations dans les situations

où il y a des pertes de valeurs très importantes et connues

Comptabilité

**Les dépréciations d'actifs et les provisions**

I. Rappel et Définitions

Provisions pour dépréciation : amoindrissement de la valeur d’un élément d’actif résultant de causes dont

les effets ne sont pas jugés irréversibles

- Enregistrement en diminution des postes d’actif du bilan

Provisions pour risques et charges (R&C) : éléments au passif dont le montant ou la date d’échéance n’est

pas fixé de façon précise

- Enregistrement par augmentation du passif exigible du bilan

Provisions réglementées : constituées en vue de diminuer le résultat imposable grâce à des dispositions

fiscales

-

Assimilées à des réserves temporaires et enregistrées dans les capitaux propres du bilan

Principe de prudence :

Ce principe comporte 3volets :

-

-

-

Un produit ne doit être enregistré que lorsqu’il est certain (réalisé). Même chose pour les charges

Un produit probable ne doit pas être enregistré pour ne pas accroitre le résultat

A l’inventaire, une charge doit être comptabilisée dès que sa réalisation est probable, car elle réduit

le résultat.

Conséquences :

- Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées

-

Alors que les moins values latentes doivent l’être

**Exemples :**

1. Un terrain acquis pour 100 000€ est estimé à 175 000€ au 31/12/N => ne rien faire

- Gain latent : pas d’écriture car réalisé uniquement si vente

2. Si ce même terrain est évalué à 70 000€

- Perte latente : probable mais pas certaine tant que le terrain n’est pas vendu => provision pour

dépréciation (au cas où le terrain serait vendu)

3. Un commerçant possède 100 chemises achetées 45€ HT l’unité. Or la mode change, il n’arrive pas à

-

les vendre. Valeur de marché : 25€ HT (31/12/N)

Perte probable : provision pour dépréciation

4. Licenciement d’un salarié sans raison qui intente un procès. Au 31/12/N, l’avocat estime que la

société sera probablement condamnée à payer des dommages et intérêts pour 30 000€

-

Perte probable : provision pour risques et charges

Les exemples 2, 3, 4 nécessitent obligatoirement l’enregistrement d’une provision

- Dans les deux 1ers cas, il s’agit d’éléments actifs qui se sont dépréciés de manière latente

(immobilisation, stock)

 provision pour dépréciation d’élément actif

-

Dans le 3ème cas, aucun élément ne s’est déprécié et pourtant un risque d’appauvrissement est

apparu (indemnité à payer). Il y a hausse probable du passif exigible => provision pur risques et

charges

 En plus 3ème catégorie : les provisions réglementées liées à un avantage fiscal

II.Dépréciations d’éléments actifs

A. DÉFINITION

C ’est la constatation comptable d’un amoindrissement de la valeur d’un élément d’actif résultant de causes

dont les effets ne sont pas jugés irréversibles.

Définition à comparer avec celle des amortissements : quelles différences principales ?

-

-

Effets non définitifs (même si durable) : perte de valeur temporaire

Pas d’effet du temps, de l’usage et du progrès technique (=amortissement dans ce cas)

Eléments pouvant être dépréciés

Immobilisations incorporelles : marques, procédés de fabrication, droit au bail, fond de commerce

Immobilisations corporelles : terrains (sauf gisements, carrières, mines et agencements)

Immobilisations financières : titres de participation et titres immobilisés (TIAP), prêts, dépôts et

cautionnements versés

Actifs circulants : stocks, créances clients, VMP

B. COMPTABILISATION P200

Au bilan, le compte de dépréciation sera inscrit à l’actif, en soustraction du compte déprécié (ici 2911 pour

211)

Démarche et situation identiques à celle des amortissements

C. CONDITIONS DE CONSTITUTION DES DÉPRÉCIATIONS

Pour mettre en place la dépréciation :

-

-

L’élément actif déprécié doit être nettement individualisé

Le montant doit pouvoir être évalué avec précision. Cependant, évaluation forfaitaire possible (ex :

méthodes stats)

Dépréciation traduit une baisse NON définitive et NON irréversible de l’évaluation des éléments d’actif par

rapport à leurs valeurs comptables. L’évaluation par comparaison entre le coût d’entrée et la valeur

d’inventaire.

Ces dépréciations ne doivent être constituées que pour des dépréciations **latentes** subies à la clôture de

l’exercice (si définitives => pertes)

D. PRÉCISIONS SUR LES DÉPRÉCIATIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Lorsqu’une entreprise a une créance sur un client, il y a 3situations à envisager :

-

-

-

Si le paiement de cette créance semble assurée => **aucune provisions n’est à constater**

Si le paiement est définitivement impossible à obtenir (liquidation judiciaire) => **perte définitive**

Dans ce cas, **aucune provision n’est à constater.** Il faut directement enregistrer une **perte** (compte

654 **pertes sur créance irrécouvrable** ou 6714 créance devenue irrécouvrable)

La perte dans ce cas est égale au **montant HT de la créance non recouvrée** car le Trésor public

remboursera la TVA (4455 TVA à décaisser)

Si probable non paiement provision à constituer dans ce cas uniquement => perte probable,

recouvrement incertain

Conséquence ; on transforme le client en **client douteux** 411 => 416 pour le **montant TTC** et on

calcule le montant de la dépréciation, on procède à l’enregistrement

ATTENTION : **la dépréciation se calcule sur le montant HT de la créance**

E. PRÉCISIONS SUR LES DÉPRÉCIATIONS DE STOCKS

L’évaluation de la valeur des stocks : valeur d’inventaire qui est la valeur probable de réalisation

A l’inventaire on procède à la variation des stocks : annulation du stock initial et création du stock final

Remarque : les dépréciations des stocks sont attachées à un stock particulier. Conséquence à l’inventaire,

chaque année il faudra :

- Annuler la dépréciation effectuée à la clôture précédente (donc liée au stock initial)

-

Et créer une nouvelle dépréciation (correspondant à la dépréciation du stock final)

F. PRÉCISIONS SUR LES DÉPRÉCIATIONS DE TITRES

L’évaluation du montant de la dépréciation s’effectue en comparant le coût d’entrée et la valeur

d’inventaire :

-

-

La comparaison précédente doit s’effectuer catégories (de titres par exemples) par catégories (de

titres)

Pas de compensation entre les plus values et les moins values existantes entre les actions et

obligations d’une entreprise

-

Pas de compensation entre les plus values et les moins values existantes entre 2 titres de sociétés

différentes

Si la valeur d’inventaire > valeur d’entrée : il y a **plus value probable** donc on ne fait rien (principe de

prudence)

Si valeur d’inventaire < valeur d’entrée : il y a **moins value probable** donc la dépréciations se calcule par la

différence (valeur d’entrée – valeur d’inventaire)

La valeur d’entrée correspond au coût d’acquisition des titres lors de l’entrée dans le patrimoine de

l’entreprise

- S’il y a plusieurs achats de titres identiques à des dates et des montants différents, la valeur

d’entrée dans le patrimoine est égale à la valeur globale des titres au moment de leurs entrées

respectives

La valeur d’inventaire s’apprécie en fonction du marché et de l’utilité de ces titres pour l’entreprise :

-

-

Titres de participation : on retient la **valeur d’utilité** : c’est le prix que l’entreprise accepterait de

payer pour acquérir ces titres et les conséquences de leurs détentions : influence notable, voire

contrôle exclusif (=> hausse de la valeur)

Titres immobilisés et VMP : on distingue

 Titres cotés (évaluation par cours moyen du dernier mois)

 Titres non cotés (évaluation par **valeur probable de négociation**). Elle se détermine à partir de

différents critères objectifs : prix stipulé de transactions récentes, capitaux propres, importance

des bénéfices, activité de la société, ampleur et crédit de l’entreprise…)

G. APPLICATIONS : ÉNONCÉS

Enregistrer les écritures nécessaires de XXL au 31/12/N

1. Terrain acquis pour 10 000€ en N-4 est évalué : HYP 1 = 190 000€, HYP2 = 132 000

2. Un stock de MP acquis pour 72 000 qui a une valeur d’inventaire de 50 000

3. Le client Roberval doit 119 600 TTC depuis le 12/6/N. au 31/12/N il risque probablement de ne

payer que 40% de sa dette

4. Le client H doit 1 196 TTC depuis le 5/2/N il ne paiera jamais sa dette (définitif)

5. Le portefeuille de titres de placement est composé de : 20 titres A acquis 100 l’unité il y 2mois, 30

titres B acquis 250 l’unité il y a 3mois, au 31/12/N, les cours de A et B sont de 108 et 245

1. HYP 1 : rien faire

1b. HYP 2 : constituer une provision pour déprécier de 8 000

31/12/N

687

2911

2. Stock MP

681

391

DADP-charges exceptionnelles

Provision pour déprécier terrain

DADP- charges d’exploitation

Provision pour déprécier MP

8000

22 000

8000

22 000

3. Créance client : perte latente => provision pour déprécier 60% de la dette HT soit 60 000

416

411

681

491

Client douteux

Client

DADP-Ch d’exploitation

Provision pour dep client

4. Créance client : perte définitive => non paiement

Si dans l’année où la créance a lieu : solder compte 411

Si dans l’année précédente : solder compte 416

119 600

60 000

119 600

60 000

6714/ 654

4455

411

Perte / créance irréc

TVA à décaisser

Client

1 000

196

1 196

5. Titres : titres A : gain latent => rien à faire

5b. Titres B : perte latente => prov pour dépréciation de 250- 245= 5€ par titre soit ici 150€ au total

31/ 12/ N

686

5903

DADP-Charges financières

Provision pour dépréciation VMP

150

150

H. RÉAJUSTEMENT DES DÉPRÉCIATIONS

Au 31/12/N : constitution d’une dépréciation :

- D68 et C X9XX

-

Un compte « dépréciation » créditeur de 100 signifie que l’entreprise risque probablement de

s’appauvrir de 100

Que devient ce risque dans les exercices suivants ?

4 solutions :

-

-

-

-

Il augmente (1)

Il reste constant (2)

Il diminue (3)

Il disparait totalement (4)

(1) Au 31/12/N+1 : le risque passe à 120

-

-

Le compte de dépréciation qui n’est créditeur que de 100 ne reflète pas la réalité. Il devrait avoir un

solde créditeur de 120.

Le résultat de l’entreprise a diminué de 100 (68) mais c’est insuffisant. Il faut le diminuer de 20

supplémentaires.

- Donc D 68 et CX9XX dotation supplémentaire

(2) Le risque est constant : rien à faire

(3) Au 31/12/N+1 : le risque passe à 75

- Le compte de dépréciation (créditeur de 100) doit être débité de 25

-

Le résultat de l’entreprise a été trop diminué en N. pour compenser, le résultat de N+1 doit être

augmenté de 25 (pour cela on utilise un compte 78 de reprise de dépréciation)

- Reprise partielle avec DX9XX et C78 pour 25

(4) Le risque a totalement disparu : il faut faire une reprise totale

- DX9XX et C78 pour 100

**Au 31/12/N : Constitution d'une dépréciation :**

-

-

D68 et Cx9xx

Un compte « dépréciation » créditeur de 100 signifie que l'entreprise risque probablement de

s'appauvrir de 100.

Que devient ce risque dans les exercices suivants ? 4 solutions :

**1-**

1.Il augmente 2.Il reste constant

**Au 31/12/N+1 : Le risque passe à 120**

3.Il diminue

4.Il disparaît

Le compte de dépréciation qui n'est créditeur que de 100 ne reflète pas la réalité. Il devrait avoir un solde

créditeur de 120.

Le résultat de l'entreprise a diminué de 100 (68) mais c'est insuffisant. Il faut le diminuer de 20

supplémentaires.

Dans : C68 et C x9xx. Dotation Supplémentaires.

**2- Le risque reste constant : Rien à faire !!**

**3-**

**Au 31/12/N+1 : Le risque passe à 75.**

Le compte de dépréciation (créditeur de 100) doit être débité de 25.

Le résulatta de l'entreprise à été trop diminué en N. Pour compenser, le résultat de N+1 doit être augmenter

de 25 (pour cela on utilise les compte 78 de reprise de dépréciation).

Reprise partielle avec Dx9xx et C78 pour 25.

**4-**

**Le risque à totalement disparu : Il faut faire une reprise totale**. DX9XX et C78 pour 100

I. APPLICATIONS

Énoncé: Enregistrer les écritures au 31/12/N+1 de :

1.Un terrain évalué 132,000€ au 31/12/N et au 31/12/N+1 à :

HYP1 : 120.000€

HYP2 : 140.000€

HYP3 : 170.000€

2.Stock de MP acquis 85.000€ qui a une valeur d'inventaire 80.000 e, au 31/12/N+1 :

Stock initial (au 31/12/N+1) : 72.000€, valeur 50.000€

3.Le client Roberval devait 119.600€TTC depuis 12/06/N. Risque d'impayé de 60 % de sa dette au 31/12/N.

Au 31/12/N+1 :

HYP1 : Risque à 70 %

HYP2 : Risque à 45 %

HYP3 : Le client se paye 95.680€TTC pour solde définitif.

5.Le portefeuille de titres de placement est composé de 20 titres alpha acquis 100€ l'unité et de 30 titres

Beta acquis 250€ l'unité (valeurs au 31/12/N : 108 et 245€)

Au 31/12/N+1, Les cours d'Alpha et Beta sont de 99 et 248€.

1. Rappel situation initiale : Dep initiale de 8.000€

**HYP1** : Dep. Nécéssaire : 20.000€ Dep. Existante : 8.000€

Dep. Supp.à enregistrer:12.000€

**HYP2**: Dep.inutile → reprise totale dep. Existantes

**HYP3** : Situation identique à l'hypothèse 2. Reprise identique de 8000€ (on ne tient pas compte des gains

latents).

2. Stock de MP, au 31/12/N+1

Annulation du stock initial et de sa dép. Puis création du stock final et de sa Dép.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **6031** | **Variation stocks de MP** | **72000** |  |
| **787** | **Stock de MP** |  | **72000** |
|  | **Annulation stock initial** |  |  |
| **391** | **Provision pour dép. MP** | **22000** |  |
| **781** | **RADP- Pdt Exploitation** |  | **22000** |
|  | **Annulation Dep/Stock initial** |  |  |
| **31** | **Stock MP** | **85000** |  |
| **6031** | **Variation stock MP** |  | **85000** |
|  | **Création stock final** |  |  |
| **681** | **DADP – Ch ; exploitation** | **5000** |  |
| **391** | **Provisions pour dép. MP** |  | **5000** |
|  | **Création Dep. / stock final** |  |  |

3. Rappel situation initiale : Dep. Initiale de 60.000€

HYP1 : Risque 70 %: Dep. Nec : 70000 Dep. Existante : 60000 Dep à établir : 10000

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **31/12/N+1** |  |  |
| **687** | **DADP- Charges exceptionnelles** | **12000** |  |
| **2911** | **Provision pour dep. terrain** |  | **12000** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **2911** | **Provisions pour dép. terraint** | **8000** |  |
| **787** | **RADP. Pdts exceptionnels** |  | **8000** |

HYP2 : Risque 45%: Dep. Nec : 45000

Dep. Existante : 60000 Dep à établir/ Dep. Existante : 15000

HYP3 : Le solde de la créance HT est une perte définitive. Montant du règlement 95.680/1,196 = 80.000€HT

Montant de la Dep/Rep : Dep Nec : 0

Solde créance TTC : 119600-95680 = 23.920

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **6714/654** | **Perte/Créance irrécouvrable** | **20000** |  |
| **4455** | **TVA à décaisser** | **3920** |  |
| **416** | **Client douteux** |  | **23920** |
|  |  |  |  |
| **4911** | **Provisions pour Dep. Créance client** | **60000** |  |
| **781** | **RADP – Pdts exploit.** |  | **60 000** |

5. Titres Alpha : Perte latente sans Dep. Initiale.

Dep existante : 60.000 Rep. De la Dep à établir:60.000

Solde créance HT : 23.920/1,196 = 20.000

Beta : Perte latente avec Dep. Initiale.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Titres | Qté | Valeur d'entrée | Valeur d'inventaire | PV/MV | Dep. Existante | Dotation ou reprise au31/12/N+1 |
| Alpha | 20 | 2000 | 1980 | -20 | - | Dot : 20 |
| Beta | 30 | 7500 | 7440 | -60 | 150 | Rep:90 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **31/12/N+1** |  |  |
| **686** | **DADP- Charges financières** | **20** |  |
| **5903** | **Provision pour dep. VMP** |  | **20** |
|  |  |  |  |
| **5903** | **Provision pour dep. VMP** | **90** |  |
| **786** | **RADP – Pdts financiers** |  | **90** |

III. Les provisions pour risques et charges

A. DEFINITION

Il y a constitution de provisions pour risques et charges si ces R&C sont précis quant à leurs objets, mais

imprécis quant à leur montants et à leurs dates d'occurrence.

Ces provisions ne contactent aucune dépréciation d'élément actif . On ne peut donc pas constituer le

numéro du compte de provision pour R&C à partir d'un compte d'actif.

En fait, elles correspondent à une augmentation du passif exigible. Pour cela, elles sont comptabilisées dans

des comptes de classe 1 (compte 151).

Elles sont inscrites au passif car elles présentent à la fois un caractère de réserves : la constitution de

liquidités pour assurer le paiement des charges imputables à l'exercice clos.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4911** | **Provision pour dép. Créance Client** | **15000** |  |
| **781** | **RADP – Pdts exploit.** |  | **15000** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **31/12/N+1** |  |  |
| **681** | **DADP – Ch. exploitation** | **10000** |  |
| **4911** | **Provision pour dép. Créance Client** |  | **1000** |

B. COMPTABILISATION

Ex : Prov. Pour litiges( 1511), Pour garanties données au client (1512), Pour perte de change(1515), etc...

La constitution et l'ajustement de ces provisions pour risques et charges s'effectuent selon les même

principes que les provisions pour dépréciation :

- Constitution : D681/687, C15...

- Reprise : D15..., C781/787

IV. Les provisions règlementées

A. DEFINITION

Ce type de provisions ne correspond pas à l'objet normal d'une provision, mais a été créé en application de

dispositions légales (avantages fiscal provisoire à reprendre à terme).

C'est une **incitation fiscale** du législateur à effectuer certaines opérations : L'objectif est de réduire le

bénéfice imposable et donc le bénéfice redistribuable. Elle oblige l'entreprise à affecter la ressource

dégagée à la constitution d'une réserve d'autofinancement.

Ces provisions réglementées ont à la fois :





Le caractère de réserve car elles diminuent le bénéfice et favorise la constitution des stocks de

liquidités. (autofinancement)

Et le caractère de provision car elles sont comptabilisées comme telles.

*Exemples* :

Provisions pour hausse de prix (compte 1431),

**Amortissements dérogatoires (compte 145, très important, lié au sur-amortissement fiscal**

**par rapport à la dépréciation économiquement justifiée)**.

B.COMPTABILISATION

Elles s'enregistrent dans les provisions exceptionelles car avantage fiscal.

Constitution : - D687 DADP exceptionnels - C145 Prov. Règlem

Reprise :

-D145 Prov. Règlem

-C787 RADP exceptionnels

**Remarque** : Ces provisions sont temporaires. Il faut donc au bout d'un certain temps les reprendre dans le

résultat : avantage fiscal temporaire.